

Publié le 11 février 2022

## Mali : quel gâchis !

*Parce que la France n'a pas de doctrine au Mali, parce qu'elle ne dispose plus d'un corps diplomatique digne de ce nom, enfin parce qu'elle a une vision idéologique de la politique étrangère et qu'elle est en période électorale, elle n'a cessé, depuis plusieurs mois, de «surjouer» sa réaction face aux événements du pays. Le résultat, c'est qu'elle s'est tellement isolée que son échec aujourd'hui est pratiquement irréversible.*

Lorsque le jeune colonel [Assimi Goïta](#) prend le pouvoir au Mali une première fois, le 19 août 2020, il dirige le pays, d'abord comme président du CNSP<sup>1</sup>, puis comme chef de l'État, jusqu'au 25 septembre 2020, soit à peine plus d'un mois. Sous la pression de la [CDEAO](#) et de la communauté internationale, il rend alors le pouvoir aux civils, tout en restant Vice-Président de la Transition. Mais, suite à des manœuvres du nouveau Premier Ministre Moctar Ouane pour écarter du gouvernement deux militaires membres de l'ex-CNSP, il reprend les commandes le 24 mai 2021, en faisant arrêter le président Bah N'Daw et le Premier Ministre. Il leur reproche d'avoir «saboté» le processus de transition en ne le consultant pas lors de la formation du nouveau gouvernement, ce qui était prévu par la charte de la transition.

Echaudé par ces manœuvres, il assume alors lui-même le rôle de Président de la Transition par intérim. Le 28 mai, la Cour constitutionnelle le confirme, jusqu'à l'issue de la période de Transition. Le même jour, il remet à la coalition d'opposition le soin de désigner le nouveau Premier Ministre. C'est ainsi qu'elle nomme [Choguel Kokalla Maïga](#), un politicien expérimenté et ambitieux, plusieurs fois ministre et plusieurs fois candidat à la magistrature suprême de son pays.

### La «machine infernale» de la mésentente

De graves émeutes initiales justifiant l'intervention de l'armée, la sage décision d'un retour au civil au bout d'un mois, la reprise de pouvoir sans effusion de sang, la confirmation par la Cour suprême, le choix d'un nouveau Premier Ministre expérimenté et même madré, rien dans tout cela ne semblait fleurir l'aventurisme politique. Au contraire, on pouvait reconnaître dans cette approche une tentative bienvenue de répondre enfin à l'immobilisme et à la corruption du régime précédent, deux éléments du piège dans lequel la France et l'ONU avaient été enfermés depuis des années, devenant, malgré eux, [les otages de leur protégé](#)... Cela semblait être, à tout le moins, une fort belle occasion pour prendre le nouveau gouvernement au mot, l'obliger à adopter de vraies mesures concernant ses trois priorités : assurer sa sécurité sur tout le territoire, éradiquer la corruption et réformer les institutions, enfin lutter contre la criminalité du Nord, en reprenant contact en particulier avec ses opposants politiques de cette zone, autour du défunt [accord d'Alger](#).

---

1 - Le [Comité National pour le Salut du Peuple](#).

C'était oublier que la France était déjà, pendant cette année 2021, dans les débuts de la campagne électorale présidentielle. Le 10 juin 2021, en réponse au deuxième coup d'État, la France annonce qu'elle suspend la force Barkhane, qui se replie, avec une baisse de ses effectifs de 5 000 à 3 000 hommes, au sein de la [force Takuba](#). Au-delà du non-sens stratégique <sup>2</sup>, c'est la méthode qui était plus que maladroite, puisque la décision française semble avoir été prise sans en aviser son partenaire malien. Nous lui donnions ainsi le sentiment d'avoir voulu le «punir» de son coup d'État, une erreur insigne.

Il n'en fallait pas plus pour faire réagir, d'une façon cinglante, le Premier Ministre malien Choguel Maïga, lors d'un discours à l'ONU, le 25 septembre 2021, accusant la France d'avoir [«abandonné en plein vol» son pays](#). Réponse offusquée de la ministre Parly, petites phrases acerbes de part et d'autres, mises en garde françaises contre le fait que le Mali traite, d'une façon ou d'une autre, avec les Russes<sup>3</sup>, la «machine infernale» de la mésentente était lancée.

Sans y réfléchir bien longtemps, on comprend que le fait de nous «draper dans notre dignité offensée» était vraiment la dernière chose à faire, connaissant nos intérêts sur place, la fierté du peuple malien, les accusations récurrentes de colonialisme, et *last but not least*, l'échec de la force Barkhane à éradiquer le terrorisme, un résultat dont on pouvait facilement penser que les populations maliennes allaient nous rendre responsables, plutôt que leur propre gouvernement... La politique étrangère est le lieu du réalisme absolu, à tel point que sa différence avec le cynisme est souvent difficile à apprécier. «Qu'avions-nous à gagner à cette surenchère ?» est sans doute la question à nous poser. Mis à part la posture, pour le reste, nous avons tout à y perdre, et la suite montre que nous avons tout perdu, ou presque.

## **Nous avons tout perdu, ou presque**

En effet, soit qu'elles se croient encouragées par la France, soit qu'elles l'aient effectivement été, la CDEAO et l'[UMOA](#) – qui comprennent tous les pays limitrophes du Mali – décidaient, le 9 janvier, de mettre le Mali sous embargo : fermer ses frontières avec l'extérieur, geler le franc malien. Pour un pays totalement enclavé et qui n'est pas maître de sa monnaie, c'était la punition suprême, une véritable déclaration de guerre politique contre le régime... Peu après, la France approuvait ces sanctions. La raison ? Un désaccord de calendrier entre la junte et ses partenaires africains sur le délai du retour au civil, les pays souhaitant des élections dès le printemps 2021, et la junte souhaitant un délai de trois ans.

Pourtant, l'expérience récente de 2020 suffisait à montrer qu'il ne sert à rien de rendre le pouvoir aux civils dans un délai assez court, avant que les mauvaises pratiques de la corruption aient été éradiquées. Si l'on agit ainsi, on rend le pouvoir aux mêmes... En réalité, il n'y a que deux solutions : soit il faut rendre le pouvoir *tout de suite*, afin que l'armée reste, devant le peuple, un recours si les choses ne s'améliorent pas (c'est ce qui a été fait en 2020), soit il faut le garder le temps de faire «le ménage» et le rendre à de nouveaux acteurs plus propres, une fois les anciens

---

2 - Puisque les troupes françaises sont recentrées dans la région de Gao et de Ménaka, dans le Nord de Niamey. De fait, elles abandonnent tout le Nord du Mali, au-dessus de Tombouctou et jusqu'à Kidal, aux mains des mafias et des djihadistes, qui en reprendront rapidement le contrôle.

3 - Alors que ce pays est un ami de la Russie depuis son indépendance, et que les paramilitaires de Wagner sont incapables d'assurer les mêmes missions que Barkhane.

écartés. Et cela, naturellement, doit prendre plusieurs années<sup>4</sup>. La position du gouvernement malien avait donc du sens, et entre un retour tout de suite ou dans trois ans, il y avait, de toute façon, la place pour un terrain d'entente. Pourquoi ne pas l'avoir cherché ? Pourquoi avoir appliqué une solution aussi brutale que maximaliste, dont on savait pourtant pertinemment qu'elle aboutirait à l'effet inverse : le fier peuple malien, qui souffre et endure une vilaine guerre civile depuis près de dix ans, ne manquerait pas, face à ce qu'il considère comme une injustice grave, de faire bloc autour de ses chefs militaires.

En réalité, les décisions de la CDEAO et de l'UMOA ont un sens. En effet, si les autres dirigeants africains sont si attachés à la légalité démocratique, au point de tenter de «mettre à mort» le régime malien, c'est parce qu'ils ne sont pas non plus, de leur côté, si propres que cela... Derrière les apparences démocratiques, immobilisme, népotisme et corruption sont le lot de nombre d'entre eux, quand ils ne dirigent pas leurs pays, eux puis leurs enfants, depuis des dizaines d'années, avec tous les excès que cela comporte<sup>5</sup>. En Afrique, la démocratie n'est souvent qu'un vain mot, et c'est bien plus habituellement le dévoiement qui en est la cause, plutôt que les coups d'État. De plus, ces pays si «délicats» pour ce qui est des procédures n'ont qu'une peur, c'est qu'on vienne voir chez eux comment ça se passe, c'est que les coups d'État se répandent dans leurs pays comme le feu dans leurs savanes ou leurs forêts. Et s'ils ont voulu «faire un exemple» avec le Mali, force est de constater qu'ils ont obtenu l'effet inverse, puisque la Guinée a fait de même (le 5 septembre 2021) et le Burkina aussi (le 23 janvier 2022).

Pour ce qui est de la France, la question est un peu différente. Comme nous l'avons dit, la «posture» a toute son importance. Face aux faibles surtout, il faut montrer qu'on est fort ! Mais également, la doctrine des «droits de l'Homme», qui imprègne aujourd'hui profondément nos régimes politiques de droite comme de gauche, empêche nos gouvernants de choisir, d'une façon pragmatique, les solutions du bon sens, celles qui font, à terme, que l'on construit la paix. Bien au contraire, outre le fait qu'il plaira à leurs opinions et aux «belles âmes» intellectuelles, le principe de la «légalité à tout prix» les poussera, comme dans le cas malien, à des choix impraticables et mortifères. À force de vouloir avoir les mains propres, nous n'avons plus de mains...

## Un immense gâchis

La suite du «feuilleton» malien est déjà écrite. Face à la «radicalisation» française (annonce du gel des avoirs des dirigeants, etc.), le régime se radicalise aussi : renvoi de certaines forces étrangères de la force Takouba, expulsion de l'ambassadeur de France. Demain, lorsque le gouvernement aura obtenu suffisamment de garanties des Russes, les militaires français seront à leur tour chassés, et le franc malien sera remplacé par une autre monnaie, garantie par la Russie ou par la Chine.

Peut-être commençons-nous à nous rendre compte de l'immense gâchis ? L'Afrique sera demain, nous l'avons déjà dit, la grande opportunité du monde, avec [25 % des habitants de la planète](#). Tous

4 - C'est ce qu'a fait le dirigeant Jerry Rawlings au Ghana. Après un premier coup d'État le 4 juin 1979, il rend le pouvoir aux civils le 24 septembre. Mécontent de la corruption qui perdure, il reprend le contrôle du pays le 31 décembre 1981 (soit deux ans plus tard) et, cette fois, le garde pendant onze ans. Il passe alors au régime démocratique, se présente, et est élu. (Voir : Jerry Rawlings sur [Wikipédia](#). C'est ce que n'a pas fait le Général Robert Gueï en RCI. Après le renversement de Konan Bédié le 24 décembre 1999, il prend la tête du Comité National de Salut Public. Il garde le pouvoir huit mois, jusqu'en octobre 2020. Il se présente à l'élection présidentielle. Il est battu, puis assassiné. Voir sur [Wikipedia](#).)

5 - Par exemple au Togo, en RCI, ou au Tchad, ou en Afrique centrale, au Cameroun, au Gabon, au Congo...

les pays voudront être partie prenante de cette grande aventure. En fait, ils y sont déjà, et ne rêvent que de nous éjecter. Jusqu'à aujourd'hui, grâce à notre force malienne, nous y occupions (par miracle si l'on considère notre faiblesse !) une place centrale, qui conditionnait notre influence au Niger, au Tchad, au Sénégal ou en RCI. Si demain, nous sommes chassés du Mali, nous serons vus comme des perdants. Personne n'aime les «losers». Les autres pays iront chercher appui sur les «nouveaux hommes forts» de l'Afrique. Nous disparaîtrons de l'Afrique de l'Ouest, puis de l'Afrique centrale, puis de l'Afrique tout court. Avec la perte du Mali, notre déclin, dans cette zone essentielle, va s'accélérer. Notre dernière opportunité pour rester un grand pays, avec une véritable «profondeur stratégique», aura disparu.

Il reste encore une minuscule chance de sauver la partie : les Maliens sont des hommes du désert, des vachers et des guerriers, mais aussi de redoutables commerçants, très fins et intelligents. Ils sont tout sauf des idéologues. Ils savent certainement voir, derrière l'échec annoncé et l'avenir sacrifié, les perspectives de nouveaux accords. Ils savent très bien, par-delà les erreurs et les mésententes, ce dont nous sommes capables en Afrique, notre savoir-faire longuement acquis. Ils ont trop de bon sens pour vouloir «casser pour casser». Dans les mois qui viennent, après avoir logiquement joué la carte de l'auto-affirmation, pour renforcer la fibre nationaliste, ils vont certainement nous envoyer des perches pour tenter de «recoller les morceaux», et ceci d'autant plus qu'ils sont, eux aussi, très isolés, sans communications avec l'extérieur<sup>6</sup> et sans monnaie... Ils l'ont peut-être déjà fait. Ils ne viendront pas à Canossa, et ils ne nous demanderont pas de le faire. Mais il est clair maintenant qu'ils suivront leur voie, que nous le voulions ou non. Et la CDEAO ne les mettra pas non plus à genoux. Elle a trop besoin d'échanges. Et trop de partenaires extérieurs, Chinois et Russes en premier lieu, sont prêts à les soutenir.

Et nous, que ferons-nous ? Construire avec un partenaire selon ses volontés, ou lui donner des leçons, il faudra choisir.

François Martin

Retrouvez cet article sur [srp-presse.fr](http://srp-presse.fr)

---

<sup>6</sup> - Sauf avec la Guinée, qui n'a pas joué le jeu de l'embargo.